



Au-delà de la Journée mondiale de l'alimentation Déclaration du CIP

La Journée mondiale de l'alimentation est l'occasion pour les organisations de petits producteurs et productrices alimentaires de célébrer le rôle crucial de l'agriculture paysanne, de l'agriculture familiale, de la pêche artisanale, des systèmes alimentaires des Peuples Autochtones, des consommateurs et de toutes les formes de production alimentaire qui ont lieu au niveau communautaire et territorial pour nourrir le monde. Les communautés rurales, forestières et aquatiques ainsi que les Peuples Autochtones sont titulaires de droits et leurs organisations se sont engagées dans un dialogue politique collectif avec les institutions mondiales par le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (CIP) depuis 1996. Ces dialogues ont abouti à des étapes et des normes importantes pour les droits des Peuples Autochtones, ainsi que pour les droits des petits producteurs de denrées alimentaires : le Traité international sur les ressources phytogénétiques avec le concept de droits des agriculteurs ; les Directives volontaires sur le régime foncier (VGGT) et les Directives volontaires sur la pêche artisanale (Directives SSF) ; La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP) et la Déclaration sur les droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) ; les colloques internationaux sur l'agroécologie, la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale et la résolution de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire.

Nous garantissons également la participation large et efficace des petits producteurs, des Peuples Autochtones et des mouvements sociaux au Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale et de la nutrition (CSA), par le biais du Mécanisme de la société civile et des Peuples Autochtones (MSCPA) et dans divers processus de la FAO, en faisant respecter les principes fondamentaux du respect de notre autonomie et de notre autogouvernance.

Cela a été possible grâce au dialogue et aux négociations fructueuses que les mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire, réunis au sein du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), ont pu construire avec la FAO et d'autres agences des Nations Unies. Nous considérons – aujourd'hui plus que jamais – l'espace de la gouvernance mondiale comme une arène importante de dialogue entre les gouvernements, la société civile, les Peuples Autochtones, et le secteur privé. Néanmoins, nous voyons cet espace affaibli mais en même temps ouvert au capital transnational, tandis que nous sommes confrontés à la répression et à la criminalisation pour avoir défendu nos terres et territoires contre l'empiétement des entreprises et la destruction écologique qui viole nos droits fondamentaux.

Nous, organisations signataires, souhaitons exprimer notre inquiétude face au Forum alimentaire mondial (WFF), qui semble mettre de côté les espaces de gouvernance mondiale les plus inclusifs pour le dialogue politique, comme le CSA et les organes directeurs de la FAO, tout en renforçant l'approche multipartite en faveur de d'une collaboration plus large avec le secteur privé.

Le WFF a l'intention de relier trois forums : le Forum mondial de la jeunesse, le Forum de la science et de l'innovation de la FAO et le Forum d'investissement main dans la main de la FAO pour combiner l'action des jeunes, l'innovation et les investissements en faveur de solutions. Pourtant, au lieu de mobiliser des ressources et de l'attention pour contribuer à la mise en œuvre des politiques adoptées par le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale et la FAO, le WFF sert d'espace pour promouvoir les accords entre les entreprises et les institutions. Il propose le parrainage de programmes spécifiques par des entreprises dominantes à l'échelle mondiale, avec le soutien de quelques gouvernements, qui poussent souvent en faveur d'un discours dirigé par les entreprises ignorant la voix et les revendications des organisations de petits producteurs et productrices alimentaires et des Peuples Autochtones.

Le CIP est la plus grande alliance mondiale de petits producteurs et productrices alimentaires, comprenant des paysan.ess, des collectionneur.euses et pêcheur.euses artisanaux, des éleveur.euses, des nomades, des Peuples Autochtones, des Peuples Ancestraux des écosystèmes marins, des organisations Autochtones, des habitant.es des forêts, des sans-terre, des producteurs et productrices urbain.es, des travailleur.euses ruraux et des consommateurs et consommatrices. Le CIP rassemble plus de 6 000 organisations nationales et 300 millions de petits producteurs et productrices alimentaires. A travers cette plateforme, ils et elles visent à défendre les intérêts de ceux et celles qui fournissent 70 % de la production alimentaire mondiale et qui, dans le même temps, continuent de souffrir de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la non-reconnaissance de leur rôle fondamental dans l'alimentation de la planète. Ces secteurs sont représentés par des mouvements sociaux spécifiques, des Peuples Autochtones et des organisations de la société civile (OSC), tant régionales que mondiales. En collaboration avec les mouvements de consommateurs, les ONG de soutien et d'autres organisations de base, ils visent à faire progresser l'agenda de la souveraineté alimentaire aux niveaux mondial et régional.

Les « Directives visant à garantir une représentation équilibrée de la société civile dans les réunions et processus de la FAO » et la « Stratégie de la FAO pour les partenariats avec les organisations de la société civile » constituent la base de la coopération entre la FAO et les organisations de la société civile depuis 2013. Chaque initiative de la FAO devrait développer davantage ces principes politiques – renforçant le pouvoir du multilatéralisme – ainsi que les principes d'auto-organisation, d'autonomie des OSC et de représentation collective à travers les régions et les circonscriptions. Cette approche facilitera une meilleure communication entre les petit.es producteurs et productrices alimentaires, les Peuples Autochtones, les États membres de la FAO et les organisations gouvernementales internationales. Par conséquent, nous exhortons les États membres de la FAO à renforcer les espaces de gouvernance mondiale et à permettre aux représentants des OSC y des Peuples Autochtones de participer et d'entrer dans un dialogue politique pour de meilleures solutions.

À cet égard, nous souhaitons poursuivre la discussion avec la FAO, en particulier avec le bureau du partenariat et les États membres de la FAO, afin d'améliorer notre dialogue et notre éventuelle collaboration et d'établir des espaces et des outils pour sa mise en œuvre efficace.

Nous réaffirmons également notre engagement à participer activement aux processus de gouvernance mondiale – y compris les comités techniques de la FAO, les conférences régionales et autres réunions techniques – dans le respect de la Stratégie de la FAO pour le partenariat avec la société civile y les organisations de Peuples Autochtones.

Dans ce contexte de crises multiples et croisées, nous devons unir nos efforts pour atteindre la souveraineté alimentaire !

Dans nos champs, sur nos mers, dans nos communautés, dans nos territoires, dans les choix que nous faisons chaque jour en tant que producteurs, productrices et consommateurs solidaires, nous construisons les alternatives aux multiples crises qui frappent notre planète.

Signé par

Habitat International Coalition (HIC)

URGENCI

La Via Campesina

U.S Food Sovereignty Alliance

Australian Food Sovereignty Alliance (AFSA)

World Forum of Fisher People (WFFP)

World Forum of Fish Harvesters & Fish Workers (WFF)

International Movement of Catholic Agricultural and Rural Youth (MIJARC)

Movimiento Agroecológico de América Latina y el Caribe (MAELA)

International Federation of Rural Adult Catholic Movements (FIMARC)

International Indian Treaty Council (IITC)

Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)